

Égypte/Monde arabe

9 | 2012

Gouvernance locale dans le monde arabe et en Méditerranée : Quel rôle pour les femmes ?

Lutter pour les droits juridiques et politiques des femmes : un défi majeur

Nehad Abul Komsan



Édition électronique

URL: https://journals.openedition.org/ema/3043

DOI: 10.4000/ema.3043 ISSN: 2090-7273

Éditeu

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination: 247-256 ISBN: 2 905838-48-5 ISSN: 1110-5097

Référence électronique

Nehad Abul Komsan, « Lutter pour les droits juridiques et politiques des femmes : un défi majeur », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2012, consulté le 07 juillet 2022. URL : http://journals.openedition.org/ema/3043 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ema.3043

Tous droits réservés

LUTTER POUR LES DROITS JURIDIQUES ET POLITIQUES DES FEMMES : UN DÉFI MAJEUR

Entretien avec Nehad Abul Komsan, avocate et présidente du centre égyptien des droits des femmes (ECWR) Réalisé et traduit par Safaa Monqid

ne militante des droits des femmes :
Nehad Abul Komsan est une avocate de 39 ans qui
a milité depuis son plus jeune âge en faveur de
l'égalité des sexes et pour la défense des droits des femmes. En
plus de son travail d'avocate au barreau du Caire, elle s'est mobilisée pour la cause des femmes en créant le Centre égyptien des
droits des femmes (ECWR) dont elle est la présidente. Son centre,
depuis sa création en 1996, a mené plusieurs combats en faveur
des droits politiques et juridiques des femmes, grâce à la conviction et à l'engagement de l'équipe qui y travaille.

Quelle est l'origine de votre militantisme ?

Déjà à l'école, je me suis insurgée contre toutes les formes de différentiation et de discrimination à l'encontre des filles. Par exemple les garçons passaient leur temps à jouer alors que nous, les filles, nous devions travailler. Je voyais cela comme une forme d'injustice et cela m'avait marquée et rendue sensible aux questions des inégalités de genre, et ce dès mon plus jeune âge, d'autant que j'ai grandi dans un milieu où filles et garçons étaient soumis au même traitement.

En effet mon père était un homme très instruit et très ouvert d'esprit, il était en avance par rapport à son époque dans ses modes de pensée et dans ses façons de faire. Il y avait un grand décalage entre notre mode de vie à la maison et ce que je vivais à l'école. Chez nous, par exemple, tout le monde travaillait, personne n'était l'esclave de personne. Mon père lorsqu'il demandait un thé, le demandait aussi

bien aux garçons qu'aux filles. A la campagne où je vivais, nous étions libres, nous sortions jouer avec les enfants du quartier jusque tard dans la nuit et, pendant le Ramadan, nous faisions des veillées ; il n'y avait pas cette idée de s'approprier le corps des femmes ou de le dominer.

J'étais ainsi différente de mes autres camarades filles, j'avais plus de matûrité qu'elles, alors que je viens de la campagne. J'ennuyais mes professeurs avec mes questions incessantes et audacieuses et j'étais une source d'embarras pour eux, surtout ceux qui ne cessaient de répéter : « c'est comme cela, le garçon est un garçon et la fille est une fille ».

Quand j'étais dans le secondaire, nous avions quitté notre campagne pour aller nous installer au Caire. Nous faisions partie de la classe moyenne installée dans des quartiers comme Doqqi et Agouza. Dans ce nouvel environnement, la distinction des sexes était moins importante, mais les idées normatives structurant les rapports entre les sexes et codifiant la place des hommes et des femmes dans la société étaient bien ancrées. J'ai continué à débattre de ces sujets, avec mes professeurs, sans aucune peur.

J'ai été initiée très tôt à la lecture, mon père possédait une très grande bibliothèque qui contenait beaucoup de livres de valeur qu'il avait hérités de son père, qui les tenait lui-même de son père. Je lisais beaucoup, j'étais avide de connaissance. J'avais lu le livre de Nawal el Saadawi « Les Mémoires d'une femme médecin » 1 et j'ai découvert, à partir de ce livre, qu'il y avait une autre femme « aussi folle que moi » et qui réfléchissait comme moi. Nous avions les mêmes idées et les mêmes questionnements. C'est un des membres de ma famille, médecin de profession et très conservateur, qui m'a recommandé et présenté ce livre qu'il avait déjà lu. Il est venu me dire : « J'ai lu un livre d'une femme folle comme toi, prends-le et lis-le ». Cela fut une révélation pour moi. Lorsque j'ai su que cette écrivain allait présenter son livre lors d'une rencontre publique, j'ai tenu à y assister. J'avais 14 ans et mes parents ne s'y sont pas opposés, cela reflétait leur ouverture d'esprit par rapport à l'époque. Ils m'ont aussi permis de m'engager dans l'Association de la Solidarité des Femmes où j'ai travaillé comme bénévole avant de rejoindre la faculté de droit.

Mon milieu familial a joué un grand rôle dans ma formation. Mes parents étaient éduqués. Mon père était enseignant dans le secondaire, quant à ma mère, elle était femme au foyer alors qu'elle était diplô-

^{1.} Médecin-psychiatre et féministe, elle est emprisonnée en 1981 pour s'être opposée à la loi du parti unique sous Anouar el-Sadate. Son livre *Mémoires de la prison des femmes* relate cet épisode. Libérée sous Moubarak, elle fonde en 1982 *l'Association arabe pour la solidarité des femmes* qui fut interdite en 1991.

mée de l'université. Nous étions sept frères et sœurs et chez nous il n'y avait aucune différentiation basée sur le sexe, personne ne m'a jamais dit que, lorsque je parlais, il fallait que je baisse la voix ou, parce que j'étais une fille, qu'il ne fallait pas que je tarde trop à l'extérieur de la maison. Mon père nous consacrait beaucoup de temps et il aimait discuter avec nous. Tous les vendredis, qui sont des jours de congé chez nous, nous nous levions tôt et nous prenions un petit déjeuner qui durait de longues heures. Nous discutions beaucoup, mon père nous parlait du Prophète, de ses histoires qui témoignent de sa soif de justice sociale et d'égalité des sexes. Il nous apprenait à comprendre la religion, dans une lecture moderne et dans une perspective historique. Il nous incitait à réfléchir et à interroger les textes sacrés. Par exemple, si la polygamie a été adoptée à un certain moment, rien ne la justifie actuellement. Il nous apprenait le Coran, les hadiths, d'une manière plaisante. Nous parlions du Coran sans aucune peur, nous nous arrêtions sur chaque phrase, nous l'expliquions. Nous nous amusions et nous faisions des blagues. C'est mon père qui m'a inculqué les bases de la religion et lorsque j'en parle maintenant, j'ai l'impression de parler d'une autre religion, car je ne me reconnais plus dans l'islam d'aujourd'hui.

Mon père nous a poussés à être libres et autonomes. Il nous a poussés aussi à avoir des activités extérieures et une vie sociale riche. Lorsque ma grande sœur a rejoint l'université mixte, mon père l'a beaucoup soutenue, lui a conseillé de participer à toutes les activités et de se mélanger avec les autres. Elle fut, par exemple, parmi les premières à être initiée à l'informatique grâce à mon père qui l'a encouragée dans ce sens puisqu'il a insisté pour qu'elle s'y inscrive. Il voulait qu'on s'épanouisse, il nous envoyait dans des colonies de vacances, nous avons appris à faire du sport, de la natation, j'ai fait aussi du karaté. Mon père avait organisé une grande fête à l'occasion de l'entrée de ma sœur à l'université, où il y avait plus d'une vingtaine de jeunes des deux sexes, ce qui était hors norme pour l'époque, surtout dans un milieu rural et conservateur comme celui où nous vivions. C'était vital pour lui que nous nous ouvrions à d'autres horizons, mais il nous observait de loin. Ma mère, quant à elle, était optimiste et elle avait insisté pour que nous travaillions, car elle a beaucoup souffert d'être femme au foyer. Pour elle, le travail est une source d'honneur et d'autonomie pour la femme. Elle nous répétait toujours que le travail était notre vie et le moyen de subvenir à nos besoins.

Le militantisme prend une autre forme à l'université ?

Je suis entrée à l'université à l'âge de 16 ans, j'étais encore très jeune et j'étais voilée, c'était précisément en 1988. Le voile n'était pas très

répandu à l'époque. Les gens qui me connaissaient, s'étonnaient de me voir le porter et se demandaient comment je pouvais défendre la cause des femmes et avoir des idées modernes tout en étant voilée. Lorsque je voyageais à l'étranger, les gens me traitaient avec une phobie inexpliquée comme si j'avais une maladie, jusqu'à ce que la discussion s'engage. Ils voyaient par exemple que je n'avais aucun problème à m'asseoir dans une table où l'on servait du vin. Je considère, contrairement aux conservateurs, que chaque personne est libre de ses choix

Mon père était opposé au fait que je mette le voile. Pour lui, il n'était pas une obligation religieuse; il considérait également que je n'étais pas encore assez mûre pour prendre cette décision. Ma grande sœur s'était voilée contre son avis et il a refusé de lui acheter les vêtements appropriés pour cela. J'ai aussi franchi le pas à l'âge de 16 ans. Le voile constituait pour moi une source d'autonomie, je voulais me prouver que j'étais libre de mes choix, de ma vie et de mon corps, que je pouvais décider quand le couvrir et quand le dénuder. Je n'avais pas d'argent et aucun statut pour être autonome et indépendante : la seule chose que je pouvais contrôler était mon corps. J'étais seulement voilée à l'extérieur, lorsqu'on recevait des hommes étrangers à la maison, je ne le portais pas, contrairement aux « vraies voilées ». Je ne considérais pas le voile comme un symbole religieux, mais plutôt un signe identitaire. Je voulais montrer que j'étais certes une femme voilée, mais que je n'étais ni battue, ni subordonnée, ni sotte. Je pouvais l'enlever à n'importe quel moment, mais j'ai décidé de le garder vu son importance, surtout à l'université. J'ai commencé à y trouver mon compte, c'est pour cela que je ne l'ai pas enlevé. L'idée du voile au départ était liée à l'adolescence et au besoin de m'affirmer, mais, après cela, mes convictions se sont enrichies de facteurs extérieurs.

A la faculté de droit, j'ai fait la connaissance de toutes les forces politiques et cela m'a ouvert de nouveaux horizons. Le fait de participer aux activités culturelles m'a rendue très sociable. Cela m'a permis d'aiguiser ma culture politique, de comprendre ce que sont les islamistes, les libéraux (wafd), le parti du rassemblement (tajammu^c)... J'ai acquis une large connaissance des différents partis, c'était un privilège que m'a permis le fait de poursuivre mes études dans une faculté de droit et le fait aussi d'être voilée. Je « surfais » ainsi entre les différents partis, j'assistais à leurs rencontres, mais je ne voulais adhérer à aucun d'entre eux. Cela ne m'intéressait pas, car dans la plupart de ces groupes, la question des femmes n'était pas une question idéologique, mais plutôt une question culturelle. Toutes ces idéologies défendaient bien la cause des femmes, mais lorsqu'il s'agissait de l'application, il y avait toujours des résistances et des blocages.

Prenons l'exemple de mes collègues libéraux et gauchistes, qui ne cessaient de prôner les valeurs de la liberté, de l'égalité et de la justice sociale. Lorsque j'abordais avec eux la question de la place des hommes et des femmes dans la société, ils considéraient que la priorité des femmes était le mariage et que les hommes devaient subvenir à leurs besoins. J'ai même vu pire, l'exploitation des femmes au nom des principes modernistes. Souvent pour parler de la liberté des femmes, ils évoquaient la liberté du corps. Leur seul but était d'abuser des femmes et d'avoir des rapports sexuels avec elles. J'ai vu plusieurs camarades, militantes et très actives, tomber dans ce piège, c'est aussi le cas des islamistes. L'islamiste, lui, avait recours au mariage « curfi »,² alors qu'il n'y a pas de consensus sur ce type de mariage en islam. Leur but principal était de pouvoir jouir du corps de la femme.

A cette période, j'observais et j'écoutais, j'ai appris des expériences des autres et même si mon éducation était très ouverte et moderne, j'étais très respectueuse des valeurs égyptiennes. Ceci m'a permis de ne pas être influencée par les belles paroles sur les femmes, prônées par les différentes forces politiques. J'ai commencé dès lors à bien comprendre la valeur des promesses orales qui n'engagent que ceux qui y croient et j'ai commencé à ne plus avoir confiance facilement. Je suis devenue très vigilante. Dans ce cadre, le voile a joué un rôle important dans ma vie puisqu'il m'a protégée et m'a empêchée d'être une cible potentielle pour ceux qui voulaient me manipuler. Le voile s'est dressé comme une barrière devant eux. J'étais considérée comme inaccessible et intouchable et c'est ainsi que j'ai pu être épargnée. A l'université, j'étais dans les instances d'organisation, et j'étais connue et considérée, grâce aussi au voile qui me donnait l'image d'être une femme conservatrice et sérieuse.

Par ailleurs, ce n'est pas parce que je portais le voile que j'avais des affinités avec les frères musulmans à l'université; bien au contraire : j'ai toujours été opposée à l'islam politique. L'islam est une affaire très privée qui concerne l'individu, il est inconvenable d'introduire la politique là-dedans. Les islamistes de l'université ont cru que parce que j'étais voilée, j'étais forcément de leur côté et qu'ils n'avaient rien à craindre de moi. Mais ils ont découvert que j'étais quelqu'un de très fort. Dans l'amphithéâtre de l'université, nous étions environ 2000 étudiants et je débattais avec eux avec force et logique, ce qui était souvent une source de conflits entre nous.

Dès ma première année, je suis devenue très populaire à cause d'un conflit que j'ai eu avec les frères musulmans. En effet, c'était la période des élections à l'université et un groupe de frères est entré. Ils ont pris le microphone et ont commencé à faire leur propagande, appelant les

^{2.} Il s'agit d'un mariage secret qui donne peu d'obligations au mari. C'est un type de mariage courant en Égypte.

étudiants à voter pour eux. J'étais installée dans les derniers rangs et j'ai levé la main et, sans micro, j'ai pris la parole en leur demandant la raison qui nous pousserait à voter pour eux alors qu'ils n'avaient rien fait pour les étudiants, lorsqu'ils étaient dans l'union des étudiants. Je leur ai demandé de nous montrer leur programme... Tout le monde était étonné, car l'usage voulait que les femmes se taisent : les frères musulmans étaient perplexes et gênés, car je menaçais leurs plans. Ils n'avaient aucun élément de réponse à me donner, car ceux qui étaient venus ce jour-là, étaient venus pour faire de la propagande et la seule chose qu'ils aient trouvé à me dire est que la voix d'une femme devant une assemblée d'homme était illicite. J'étais hors de moi et tellement en colère que je suis descendue, j'ai pris le microphone pour leur répondre et je les ai humiliés par ma connaissance de la religion en illustrant mes propos par des versets du Coran et du hadith. C'était le premier rapport de force que j'ai eu avec les frères musulmans. Après cet incident, tout le monde cherchait à l'université celle qui avait osé défier les frères. Je suis devenue célébre mais je suis restée proche des « wafdistes » (les libéraux). J'ai commencé à assister à leurs meetings politiques. J'étais leur candidate lorsque j'étais en deuxième année d'université.

J'ai parlé à mon père de mes amis militants politiques, il a insisté pour les inviter chez nous, c'était un moyen pour lui de contrôler mes connaissances, mais avec beaucoup de finesse. En effet, comme il ne pouvait pas aller à l'université, c'était toute l'université qui venait à lui. Il les accueillait bien, discutait et faisait des blagues avec eux. Il savait très bien s'adapter à eux. En tant que mère, je me rends compte que mon père était d'une grande intelligence, il contrôlait nos vies de loin, en y prenant part. Il observait ainsi les univers dans lesquels nous évoluions.

Le métier d'avocat ?

J'ai passé 4 années à la faculté de droit. Lorsque j'ai eu mon diplôme, j'ai dû attendre mes 21 ans pour être nommée avocate au barreau. Mon père se moquait toujours de moi en me disant que j'étais une avocate mineure. Et comme je m'intéressais beaucoup aux droits de l'Homme, je me suis engagée, en plus de mon travail comme avocate, dans l'organisation égyptienne des droits de l'Homme.

Je voulais devenir avocate depuis mon plus jeune âge. Lorsqu'à l'école je réclamais les mêmes droits que les garçons, ce n'était pas pour moi seule, mais pour toutes mes camarades. J'avais comme surnom « l'avocate de la classe », car je n'acceptais pas l'injustice, je prenais la défense des garçons également. C'est ce qui a fait plus tard la différence entre moi et les autres groupes féministes puisque je ne défends

pas uniquement la cause féminine, mais les pauvres d'une manière générale. Je me bats toujours pour les plus démunis. Nous avons des problèmes de société très profonds et très complexes, la femme riche souffre moins de la discrimination que la femme pauvre, l'homme pauvre souffre plus que la femme instruite qui est capable et autonome financièrement. Nous avons vécu longtemps sous un régime qui a créé le système de classes et de fortes inégalités socio-économiques dont les femmes sont les premières victimes, puisqu'elles constituent le maillon faible de la société. La misère crée aussi des cercles de violences et aider la femme économiquement, c'est aider la société tout entière à régler ses maux.

Ainsi ce qui a motivé mon choix pour ce métier, c'est la défense des plus faibles, mais aussi ma passion pour l'écriture. Dès le secondaire, je participais à des revues en écrivant des articles et des nouvelles. Lorsque j'ai eu mon bac, j'ai hésité entre inscrire dans une faculté de journalisme ou dans une faculté de droit. Pour moi, tous les deux avaient un but noble : faire éclater la vérité et défendre les innocents. Mon père m'a conseillé, alors, de choisir la faculté de droit qui m'offrait beaucoup plus d'opportunités. Et mon pére avait raison car le métier d'avocat m'a permis d'être plus libre dans la gestion de mon temps, dans mes choix et dans mes prises de décision.

L'idée d'un Centre égyptien des droits des femmes (ECWR)?

En plus de mon métier d'avocat, j'ai aussi travaillé dans l'organisation égyptienne des droits de l'Homme où nous avons créé un comité pour les guestions relatives aux femmes. J'étais en charge de la préparation du congrès de Pékin et l'Égypte avait accueilli pour la première fois la session préparatoire de ce congrès. J'ai préparé avec les collègues de cette organisation un rapport sur la situation juridique des femmes, ceci m'a permis d'ouvrir les yeux sur la réalité de notre société et sur la réalité des femmes dans notre pays. A l'université, nous avions étudié le droit dans sa dimension globale, mais jamais dans une perspective de « genre ». Une fois sur le terrain, je me suis rendue compte des injustices que subissent les femmes, j'ai toujours cru, par exemple qu'après un divorce, la maison familiale revenait à la femme, mais j'ai découvert que la loi avait changé et cela fut un choc pour moi. Il en est de même de la situation politique des femmes qui est très mauvaise. Ces derniéres bénéficient de très peu d'opportunités dans ce domaine qui est réservé aux hommes. Tout ceci m'a poussée à lutter contre la corruption dans les milieux politiques et à militer pour plus de représentativité des femmes dans les instances de pouvoir et pour le changement démocratique en Égypte, un changement qui tienne compte de l'élément féminin. Les femmes souffrent dans notre société des discriminations liées au genre. Tous les citoyens égyptiens souffrent de la précarité, mais lorsqu'il s'agit des femmes, on constate qu'elles en souffrent doublement. Tous ces dysfonctionnements m'ont poussée à travailler durement. J'ai ainsi piloté le programme sur les femmes dans l'organisation égyptienne des droits de l'Homme. J'ai laissé de côté mon travail dans le cabinet d'avocat pour mieux m'investir dans ce projet. Ainsi, au lieu d'une journée seulement de bénévolat par semaine, j'y travaillais cing jours par semaine. Les plaintes reçues pour des injustices à l'encontre des femmes dépassaient l'entendement. Ce n'est qu'à partir de là, que le grand projet sur les femmes a commencé. En 1996, le conseil d'administration de notre organisation a attiré notre attention sur le fait que l'objectif premier de l'organisation était la justice et qu'il fallait qu'il y ait un équilibre dans les dossiers traités. Ils ont aussi diminué de moitié les dossiers consacrés à la cause des femmes et lorsque j'ai contesté leur décision, ils m'ont suggéré d'ouvrir un centre réservé aux droits des femmes et c'est comme cela que l'idée de ce centre a vu le jour, en 1996, sous le nom du « Centre égyptien des droits des femmes », tirant son nom de l'organisation égyptienne des droits de l'Homme.

Depuis 1996, nous travaillons sur les questions juridiques et politiques relatives aux femmes. Notre but est de défendre les droits des femmes et nous sommes pionniers dans ce domaine, car les associations qui existaient faisaient plus du caritatif et leurs actions dans le champ politique étaient trés limitées. Certains nous demandaient, sur un ton moqueur, comment nous pensions convaincre les femmes d'avoir une carte électorale alors qu'elles n'avaient rien à manger, cela leur semblaient en décalage avec la réalité sociale. Or, ce qui fait notre originalité, c'est notre approche, nous nous adaptons à nos interlocutrices. Nous montrons aux femmes l'intérêt de voter pour « les bonnes personnes » car ce sont ces personnes qui vont œuvrer pour le bien de la collectivité. Nous leur montrons aussi que la vie sociale et politique sont intrinsèquement liées. La base de notre projet est l'aide juridique aux femmes, nous les accompagnons dans leurs démarches administratives et juridiques et plusieurs avocats sont mobilisés dans ce sens. Ces femmes serviront de relais à leur tour pour d'autres femmes.

Nous travaillons aussi sur d'autres thématiques comme l'éducation, la violence à l'encontre des femmes, le mariage précoce... Dans notre démarche, nous privilégions l'approche de terrain et le contact direct avec la population. Nous aidons également les familles démunies dans les frais de scolarisation et d'habillement... Nous faisons aussi beaucoup de plaidoyers, c'est pour cela que le gouvernement ne nous aime pas beaucoup et n'aime pas trop les ONG d'une manière générale : il nous a étouffés et nous a bloqués car nous faisons éclater la vérité.

En terme de réalisations, nous avons participé à des campagnes qui ont abouti. C'est le cas de la campagne pour le changement du code du statut personnel, la campagne pour la nationalité, la loi sur les impôts, le changement du code du travail... Parmi les campagnes les plus réussies, celle qui concerne le harcèlement sexuel.

Nous avons également eu un prix de la Banque Mondiale avec un programme, élu parmi les dix meilleurs projets de développement dans le monde et qui consistait à munir les femmes d'une carte d'identité. Ce projet a connu un grand succès et a bénéficié d'une large couverture médiatique. En travaillant sur ce projet, que nous avons commencé en 2000, j'ai découvert que notre société est très fragile : on parle des droits des femmes alors que ces dernières n'ont même pas d'acte de naissance et qu'elles ne sont dans aucun registre du gouvernement. Elles peuvent être tuées sans que personne ne puisse s'en rendre compte. Nous avons dû batailler pour inciter le Ministère de l'Intérieur à nous aider dans ce projet. Il ne cessait de nous répéter qu'il avait d'autres priorités comme le terrorisme et les questions d'État, mais après le grand succès médiatique de cette opération, les responsables furent obligés de fournir des extraits de naissance à 3 millions de femmes.

Dans le centre, nous sommes 21 employés. Nous avons plusieurs sources de financement dont la plus importante est l'Union Européenne pour qui nous faisons du consulting et du travail de terrain. C'est ce qui nous a permis d'avoir des capacités institutionnelles et de passer de simples amateurs, à de vrais professionnels. Parfois, nous travaillons sans financement et cela donne la réputation au centre d'être un centre national qui traite les problèmes de la société égyptienne d'une manière bénévole. Chaque année, nous traitons plus de 500 cas et nous prenons en charge tous les dossiers, même les questions les plus sensibles. Le Conseil national des droits des femmes, qui fut créé en 2000, à l'initiative de Suzan Moubarak, est certes actif, mais il a les mains liées, car il dépend du gouvernement. En effet, lorsque des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel en 2005, ce centre ne s'est pas mobilisé et n'a fait aucun communiqué sur la question. Ses positions sont souvent lâches, même si le fait qu'il soit proche du gouvernement a aidé à la réalisation de certains progrès pour les femmes, comme la loi sur la nationalité et quelques changements du code du statut personnel.

Que pensez-vous de la situation des femmes en Égypte ?

En 2010, nous avons réussi à avoir 64 sièges pour les femmes au parlement égyptien, mais nous les avons perdus après la révolution du 25 janvier 2011. Je pense que dans le cadre d'un régime politique cor-

rompu et d'un système électoral infructueux, le fait d'avoir des sièges n'est pas un acquis pour les femmes et cela ne fera qu'engendrer de la haine envers elles, en faisant sentir que les femmes sont privilégiées par rapport au reste de la population qui vit dans la misère la plus totale, privée de ses droits les plus élémentaires. Nous vivons cela actuellement puisque certains remettent en question certains acquis des femmes et prétendent qu'elles étaient privilégiées sous Moubarak alors que nous savons tous pertinemment que cela est faux. Le pouvoir de Moubarak a manipulé et exploité la cause des femmes pour servir ses jeux politiques. Il n'a rien fait de concret pour elles.

Parmi ces acquis contestés, le droit des femmes à demander le divorce (khulc), arguant du fait que cela détruit l'unité de la famille égyptienne. Les partisans de cet avis oublient que la vraie cause du divorce est souvent liée à des problèmes économiques, au manque de moyens et au sentiment d'humiliation même parmi les classes aisées et au fait de se sentir comme une personne sans valeur, ce qui engendre des cercles de violences dont sont souvent victimes les femmes. L'origine du problème est plutôt économique, il ne s'agit nullement d'une guerre des sexes.